

## Afrique : Redéploiement de l'impérialisme français et sidération humanitaire de la gauche

28 avril 2014



Jean BATOU

Les récentes opérations militaires décidées par Paris en Libye (dès mars 2011), au Mali (dès janvier 2013) et en Centrafrique – RCA – (dès décembre 2013), auxquelles il faut ajouter l'intervention décisive de la force Licorne pour évincer Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire (avril 2011), ont contribué à relancer le débat sur la stratégie actuelle de l'impérialisme français en Afrique. Quelles sont en effet les causes de ce regain d'activisme guerrier ?

En Libye et en Côte d'Ivoire, on a pu soutenir sans difficulté que Nicolas Sarkozy nourrissait des arrière-pensées d'ordre économique, mais cela semble moins évident de la part de François Hollande au Mali, et très contestable en RCA. D'où l'appel de certains observateurs critiques « à éviter tout anti-impérialisme sommaire 1 », qui se résume souvent à pointer du doigt l'avidité sans borne des rentiers de la Françafrique. En effet, si aucun observateur sérieux ne peut croire aux mobiles humanitaires invoqués par Paris, il paraît clair que l'envoi de troupes de choc visant à éviter le naufrage définitif d'« Etats faillis », comme la Centrafrique, obéit d'abord à la nécessité de maintenir la sécurité dans son « pré carré », qui est une condition de la crédibilité de la France au seuil d'une nouvelle « mêlée pour l'Afrique »<sup>2</sup>.

### Quelle présence française au sud de la Méditerranée ?

A en croire un rapport récent du Sénat, il y aurait, d'un côté, l'« Afrique dynamique (...), courtisée par les pays émergents, qui peut être pour nous [entendre : les sociétés du CAC 40] un formidable réservoir de croissance », et de l'autre, « des trous noirs », comme la RCA, dans lesquels la France, en lien avec les USA et l'Union européenne (UE), le Conseil de sécurité de l'ONU, l'Union africaine (UA) et ses organisations régionales concernées, aurait pour tâche de mener des opérations de police afin d'éviter la contagion de foyers d'infection menaçants pour la dynamique économique prometteuse du continent <sup>3</sup>. Les cercles publics et privés qui donnent aujourd'hui le ton à la politique africaine de la France partagent, me semble-t-il, cette conception des rôles complémentaires, sur un marché de plus en plus disputé, des grandes entreprises et d'un Etat disposant d'une implantation diversifiée et d'une solide expérience, notamment militaire, sur le continent, en raison notamment de son histoire coloniale et postcoloniale.

Parfois, les options sécuritaires du gouvernement peuvent même le pousser à interférer avec la stratégie économique des sociétés françaises. Par exemple, *Charlie-Hebdo* (4 et 11 févr. 2013) évoquait récemment une intervention de l'Elysée auprès de Vivendi, soutenue par le roi Mohammed VI, pour qu'il ne cède pas Maroc Telecom à la société qatari Ooredoo, jusqu'ici la mieux placée, soupçonnée de collusions avec les

fondamentalistes musulmans du Nord-Mali. Vu que cette filiale du groupe français contrôlait les principaux opérateurs du Sahel, elle revêtait semble-t-il une grande importance pour le renseignement militaire, investi dans l'opération Serval. Il se trouve que cette démarche a vraisemblablement porté ses fruits, puisque c'est finalement le groupe émirati Etisalat qui a emporté le morceau. On imagine que le Quai d'Orsay a dû pousser un soupir de soulagement : les rapports entre Paris et Dubaï, lit-on sur [le site officiel du ministère des Affaires étrangères](#), sont en effet marqués par « une forte convergence de vues sur les dossiers régionaux » : les deux Etats organisent des consultations au plus haut niveau (...) très régulières » sur fond de relations économiques florissantes.

A l'inverse, il est de notoriété publique que la politique de Paris au Congo-Brazzaville, en Côte d'Ivoire, au Gabon, au Mali, au Niger, en RCA, au Sénégal, au Tchad, etc., n'est pas concevable sans les conseils avisés des groupes AREVA, Bolloré, Bouygues, Total et de quelques autres. Il serait fastidieux de revenir ici sur les liens triangulaires incestueux noués par l'exécutif français avec un certain nombre d'entreprises et de potentats du théâtre franc-africain, dénoncés notamment par François-Xavier Verschave (*La Françafrique*, 1999 ; *Noir silence*, 2000) et l'association Survie. En dépit de la disparition du Secrétariat général à la présidence de la République pour les affaires africaines et malgaches de Jacques Foccart (1960-1974), devenu la « cellule Afrique » de Valéry Giscard d'Estaing, de François Mitterrand et de Jacques Chirac (1974-2007), les conseillers successifs de Nicolas Sarkozy et de François Hollande ont continué à alimenter ces réseaux très particuliers, mettant à contribution des personnalités douteuses. Ainsi a-t-on vu le député-maire UMP de Levallois-Perret, Patrick Balkany, et l'ancien consul honoraire de France en RDC, Georges Forrest, « le roi du Katanga », jouer les entremetteurs dans le rachat par AREVA, en juin 2007, pour 1,8 milliard d'euros, de la majorité des parts du gisement d'uranium de Bakouma (RCA) au canadien UraMin 4.

### **En quête d'une nouvelle stratégie africaine**

Pourtant, rien ne serait plus trompeur que d'envisager l'impérialisme français en Afrique au seul prisme de ses « chasses gardées postcoloniales », même s'il est par ailleurs prématuré de pronostiquer l'extinction de la Françafrique<sup>5</sup>. D'octobre à décembre 2013, les autorités hexagonales ont ainsi commandité pas moins de trois volumineux documents sur les perspectives stratégiques de la France en Afrique : le rapport du 29 octobre 2013, déposé au nom de la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat<sup>6</sup>, *Sur la présence de la France dans une Afrique convoitée* (501 p.) ; le rapport d'information de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale du 6 novembre 2013 sur *Les pays émergents d'Afrique anglophone* (171 p.) ; le rapport au ministre de l'Economie et des finances de décembre 2013, intitulé *Un partenariat pour l'avenir : 15 propositions pour une nouvelle dynamique économique entre l'Afrique et la France* (166 p.). Le plus récent des trois annonce clairement la couleur : « L'Etat français doit mettre au cœur de sa politique économique le soutien à la relation d'affaires du secteur privé et assumer pleinement l'existence de ses intérêts sur le continent africain », soulignant en même temps que ceux-ci sont aujourd'hui plus importants, notamment pour ses principaux groupes à vocation mondiale, dans les pays anglophones et lusophones du continent<sup>7</sup>.

La réflexion stratégique qui intéresse la bourgeoisie française a trait d'abord à l'importance à venir de l'Afrique pour ses intérêts fondamentaux, et ensuite à la meilleure façon de gérer son héritage postcolonial dans une conjoncture où ce continent fait de plus en plus figure de « nouvelle frontière » très disputée de la mondialisation. Sur le premier point, on assiste à une prise de conscience tardive de la croissance robuste des économies africaines depuis la fin des années 1990. Jusque-là, le débat public avait été monopolisé par l'afro-pessimisme d'un Stephen Smith, peignant la descente aux enfers d'un continent rongé par la misère, « les guerres d'écorcheurs », le tribalisme, la corruption et l'implosion des Etats (*Négrologie*, Calmann-Lévy, 2003). Dès 2008, un rapport du Crédit Suisse attirait pourtant déjà l'attention de la finance sur les nouvelles opportunités d'investissement en Afrique<sup>8</sup>. En 2009, Alwyn Young, professeur à la London School of Economics (LSE), publiait un papier très commenté en France : « The African Growth Miracle ». Un an plus tard, McKinsey & Co. produisait son rapport provocateur sur les facteurs endogènes de la croissance africaine : *L'heure des lions*. La même année, Jean-Michel Severino, un ancien de la Banque

mondiale (BM) et de l'Agence française pour le développement (AFD), aujourd'hui à la tête d'un fond d'investissement en Afrique, publiait *Le Temps de l'Afrique*, un ouvrage co-signé avec Olivier Ray. Il y a 15 ans, répète-t-il depuis, le PIB de ce continent était celui de la Belgique ; il est aujourd'hui celui de la France, et pourrait être dans 20 ans celui de la Chine<sup>9</sup>.

Sans discuter ici du sérieux de ces pronostics, je me contenterai de rappeler que, depuis une dizaine d'années au moins, selon l'OCDE, le PIB de l'Afrique subsaharienne a effectivement progressé plus rapidement que celui du reste du monde (+ 5,5% par an), et que ses importations ont littéralement explosé (+ 16% par an). Les principales raisons de cet emballement sont connues. D'abord, l'amélioration des termes de l'échange (+ 38%, de 2000 à 2012), liée à la très forte augmentation de la demande en ressources énergétiques et matières premières des pays émergents (la moitié des exportations de l'Afrique est aujourd'hui destinée aux pays émergents ou en développement, contre moins d'un quart en 1990). Toujours selon l'OCDE, en 2011, 80% des exportations de ce continent, qui recèlerait un tiers des ressources minérales de la planète<sup>10</sup>, consistaient en produits non transformés ou semi-transformés (contre 60% pour le Brésil, 40% pour l'Inde et 14% pour la Chine). La demande mondiale de terres arables et de ressources hydroélectriques est aussi en constante augmentation<sup>11</sup> : réputées largement « inexploitées », celles du continent africain sont dès lors accaparées par des investisseurs étrangers, aux dépens de leurs occupants actuels, réduits au statut de déracinés misérables.

Enfin, en dépit de ses vastes zones sinistrées, peuplées de 200 millions d'habitants, qui sombrent sous les coups redoublés d'une violence meurtrière et d'une misère absolue, la consommation marchande globale de l'Afrique connaît une croissance régulière significative, liée notamment à la progression du volume de l'emploi (10 millions de plus par an) et à l'augmentation des transferts des migrants (60 Md USD par an). Malgré l'explosion des inégalités, la pérennité de cette expansion favorise dès lors l'émergence d'une couche de plus en plus importante de micro-consommateurs, déjà plus forte, selon certaines études, que celle de l'Inde, qui pourrait générer des débouchés solvables prometteurs pour les investisseurs et les fournisseurs étrangers, en particulier ceux des pays émergents, mieux préparés à répondre à ce type de demande : de 2008 à 2012, la part des investissements pour la création de capacités nouvelles (*greenfield investment*) dans les secteurs des biens et services liés à la consommation est ainsi passée de 7 à 23 %<sup>12</sup> ; dans la même période, le nombre des abonnés à la téléphonie mobile a plus que doublé, atteignant aujourd'hui 500 à 620 millions d'utilisateurs, selon les estimations<sup>13</sup>. De là à parler de l'essor d'une « classe moyenne », il faut beaucoup d'imagination, mais c'est précisément ce qui manque le moins aux idéologues actuels de l'afro-optimisme.

### **Mieux tirer parti de l'héritage colonial**

Dans un contexte de concurrence exacerbée qui a vu la contribution de l'impérialisme français aux exportations et à l'offre de crédit à destination du continent régresser de plus de 50% en dix ans<sup>14</sup>, tandis que sa demande croissante d'hydrocarbures absorbait son excédent commercial traditionnel, le repli sur les rentes élevées du « pré carré » en zone CFA est une cause perdue. On en prendra pour preuve le recul rapide de ses intérêts dans les pays les plus dynamiques de la sous-région (Cameroun, Côte d'Ivoire, etc.), qui ne résistent pas à une exposition durable à la compétition des pays émergents, en particulier de la Chine, mais aussi à ceux des USA, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, voire même du Japon. Ainsi, en juillet 2012, la CFAO (distribution automobile et pharmaceutique) était cédée par Pinault-Printemps-Redoute (PPR) à Toyota (qui s'est lancé dans la distribution avec Carrefour). Pour autant, le stock des investissements français en Afrique, soit 39 Md USD, lui confère encore – pour combien de temps ? – une position de leader sur le continent<sup>15</sup>.

Compte tenu des liens incestueux entretenus par une partie du personnel politique de la droite française avec les acteurs économiques traditionnels et les potentats de Françafrique, il n'est pas surprenant que la relance du débat stratégique ait été suscitée en majorité par des leaders d'opinion issus de la « gauche » et des milieux économiques. C'est ainsi que les propositions qui émanent de la réflexion en cours sont portées en bonne partie par des responsables politiques d'origine mitterrandiste, chevènementiste, voire

communiste (Robert Hue), ralliés au social-libéralisme ou au centre-droit, qui font souvent ouvertement profession de blairisme, comme Jean-Marie Bockel. En 2007, on se souvient que ce dernier avait dû quitter le PS en acceptant le poste de secrétaire d'Etat à la Coopération et à la francophonie du gouvernement Fillon, position qu'il avait dû abandonner l'année suivante sous pression des présidents du Congo et du Gabon, pour avoir exhorté Nicolas Sarkozy... à rompre avec la Françafrique.

En réalité, en dépit de la rhétorique de rigueur, l'enracinement de la France en Afrique centrale et occidentale ne s'oppose pas à ses desseins continentaux. Bien au contraire, son histoire dans la sous-région – ainsi qu'au Maghreb – pourrait constituer un tremplin pour répondre aux ambitions africaines plus vastes de ses grandes sociétés, à condition qu'elle ne se traduise pas par la cristallisation de « rentes anti-concurrentielles » au profit de PME moins productives, voire de réseaux semi-mafieux. L'impérialisme français doit certes continuer pour cela à défendre ses positions au Maghreb, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Gabon, au Cameroun, au Congo-Brazzaville, etc., mises en cause par des concurrents de plus en plus agressifs. Le fait qu'une part importante des activités de ses grands groupes continue à y prospérer est un atout significatif<sup>16</sup>. En même temps, il doit essayer de prendre appui sur ce potentiel pour pénétrer d'autres pays francophones encore peu investis, comme la République démocratique du Congo (RDC), mais aussi pour miser sur des « corridors économiques » régionaux porteurs afin de se rapprocher de l'Afrique anglophone et lusophone, où il accuse un retard important, même si les sociétés du CAC 40 y déploient aujourd'hui une activité intense<sup>17</sup>. Dans cette optique, l'abandon du marché sud-africain par le Crédit Agricole a été une très mauvaise nouvelle.

Plus de la moitié de son stock d'investissements en Afrique subsaharienne se situe déjà en Afrique du Sud et au Nigeria, qui n'absorbent pourtant qu'un gros quart de ses exportations<sup>18</sup>. En d'autres termes, les surproduits semi-coloniaux encore disponibles, parce qu'ils permettent un « taux de retour bien supérieur pour les affaires françaises »<sup>19</sup>, devraient être exploités dans une perspective conquérante, plutôt que gaspillés dans une gestion à reculons d'intérêts sans avenir. Ceci dit, aucun des adeptes du redéploiement des intérêts français à l'échelle continentale ne songerait à exiger d'Areva qu'il renonce aux accords léonins dont il bénéficie au Niger ou en RCA, au motif que ceux-ci seraient inconcevables sur un marché ouvert<sup>20</sup>. C'est ainsi que les rapports officiels publiés en 2013, que j'ai déjà abondamment cités, fourmillent d'appels à une stratégie impérialiste plus cohérente, mais aussi conquérante, qui sache pleinement tirer profit des atouts économiques, démographiques, politiques, culturels, militaires, etc. dont dispose encore la France sur le continent africain pour répondre à de nouveaux défis.

### **Vers la « reconquête économique du continent »**

« Les pays qui investissent aujourd'hui en Afrique s'appuient sur une stratégie de puissance portée par les Etats », notent les auteurs du Rapport Védrine, au début d'un chapitre intitulé : « Réinvestir tous les leviers d'influence de la présence française sur le continent ». Plus loin, ils précisent que de tels efforts doivent tendre à « la captation des bénéfices de la rente pétrolière, minière, foncière ou des concessions de service public »<sup>21</sup>. Pour faire court, les principaux rapports officiels parus en 2013 tombent d'accord sur les points suivants :

1. Meilleure défense et valorisation des positions économiques dont la France dispose encore en Françafrique : part élevée des importations globales, stock important d'investissements directs à l'étranger (IDE), rendements sur investissements avantageux, etc.
2. Mise à profit de la présence française au Maghreb pour faciliter la pénétration des marchés subsahariens. Par exemple, un ambitieux partenariat franco-marocain vise à développer sous peu un enseignement supérieur français au Maroc, largement ouvert aux étudiants d'Afrique subsaharienne, dans les domaines jugés prioritaires (management, ingénierie, architecture, santé).

3. Extension de la zone CFA<sup>22</sup> (monnaie utilisée dans 14 pays par 135 millions d'hab.) à d'autres pays limitrophes. Rappelons qu'elle contribue à améliorer la sécurité des investisseurs en privant les pays africains de toute souveraineté monétaire et budgétaire. C'est à partir de cette plateforme, que la France promet aussi, depuis vingt ans, l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA), qui regroupe 17 Etats, ainsi qu'un marché intégré des assurances, qui tendent à empêcher un Etat de modifier son droit de façon indépendante<sup>23</sup>.
4. Optimisation de l'action des agents publics et privés de « l'aide au développement » pour favoriser le financement des investissements français, mais aussi pour agir en amont des appels d'offre (coopération technique, etc.).
5. Promotion de la francophonie par le développement de l'enseignement du français en Afrique et l'enrôlement de jeunes Africains dans les hautes écoles françaises : avec 50 500 étudiants subsahariens provenant essentiellement du Sénégal, du Cameroun, du Gabon, de Guinée, de Côte d'Ivoire, de Madagascar, les universités tricolores arrivent en tête de celles de l'OCDE. De même, la formation d'instituteurs pour les écoles africaines devrait être une priorité. Par ailleurs, la diffusion de la culture française et le rayonnement de ses médias, en particulier audiovisuels (RFI, TV5Monde Afrique, Canal+, AITV/RFO), sont « autant de vecteurs de 'prévente' des marques françaises »<sup>24</sup>. Les nombreux partenariats entre collectivités locales françaises et africaines jouent aussi un rôle significatif dans ce sens, en particulier au Mali.
6. Drainage des transferts des migrants africains travaillant en France<sup>25</sup> (4,8 Md€), dont un nombre croissant acquièrent la nationalité française, par des banques hexagonales implantées en Afrique, qui pourraient en profiter pour couvrir des crédits commerciaux sur ce continent.
7. Valorisation du rôle que peuvent jouer les Français de l'étranger, qui sont 235 000 à résider en Afrique, dont une moitié en Afrique subsaharienne. En effet, la moitié d'entre eux ne sont plus des expatriés, mais des « métis binationaux », ce qui peut leur conférer un rôle de trait d'union plus important.
8. Intensification des contacts avec les élites africaines, y compris au sein de la société civile<sup>26</sup> : procédures de visas allégées pour les hommes d'affaires, acteurs culturels, etc., au risque d'encourager plus encore l'exode des cerveaux ; multiplication des réseaux d'échange (partenariats de collectivités locales, coopération volontaire réorientée vers l'économie, réseaux d'anciens étudiants et de leaders en herbe, forum franco-africain d'affaires, etc.).
9. « Contribution militaire à la sécurité du continent » : à partir des points d'appuis existants dans la bande saharo-sahélienne et sur les deux façades océaniques du continent.

Pour les auteurs du Rapport Védrine, « La France a pris tardivement conscience qu'elle ne disposait pas d'une vision stratégique intégrée de ses intérêts en Afrique subsaharienne, de nombreuses approches sectorielles existant mais de façon éparpillée ou inachevée (vision stratégique du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, 'diplomatie des matières premières', stratégie du commerce extérieur, priorités pays de l'AFD, démarches de la francophonie ... Les initiatives prises récemment pour redéfinir l'action économique de la France avec l'Afrique doivent être approfondies de façon rapide, opérationnelle et holistique ». La France « navigue à vue », alors qu'elle doit viser une « stratégie nationale de reconquête économique sur le continent » <sup>27</sup>. Dans ce sens, ils appellent à une intensification de l'élaboration et de la réflexion en sollicitant un investissement plus soutenu des *think tanks* académiques et entrepreneuriaux : groupe de veille Afrique de l'Institut Montaigne, CAPA Afrique, départements Afrique en construction des banques Lazard, Rothschild, etc. Cet effort intellectuel, fondé sur la collecte systématique d'information, l'analyse et le débat stratégique, etc., devrait être fortement encouragé par la mise sur pied d'une Fondation franco-africaine fédérant les efforts des secteurs public et privé.

## Rôle du facteur militaire

Puisque ma contribution vise à mieux comprendre la signification du déploiement récent de forces

françaises en Côte d'Ivoire, en Libye, au Mali et en RCA, je vais m'intéresser plus particulièrement au volet militaire – non des moindres – de la stratégie impérialiste de la France en Afrique. Rappelons d'emblée que Paris dispose des moyens suivants : plus de 5000 hommes sur le continent (l'effectif des forces spéciales n'est pas connu) ; une présence permanente en Côte d'Ivoire, au Tchad, au Sénégal, au Gabon, à Djibouti et à La Réunion ; des partenariats de défense avec huit pays (Cameroun, Centrafrique, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Sénégal et Togo) ; des accords pour la formations d'officiers africains ; un réseau significatif d'attachés, de conseillers et de coopérants militaires. « L'intervention militaire de la France au Mali, relève le Rapport Védrine, (...) a rappelé que la France restait une vraie puissance en Afrique (...) ». Les rapporteurs du Sénat notent plus sobrement que « l'exemple du Mali ou de la Centrafrique laisse penser que, si la France ne détient plus la solution, elle est perçue comme un recours » 28. Ce qui n'est pas dit ici par ces officiels, c'est que l'armée a toujours joui d'une importante autonomie de décision en Afrique, en lien avec la Présidence de la République, qui échappe par nature à tout débat démocratique.

De son côté, le dernier Livre blanc sur la défense (avril 2013) considère que la France devra continuer à intervenir de façon autonome, peut-être même plus souvent que par le passé, et la Loi de programmation militaire (2014-19) privilégie pour cela les opérations extérieures (Opex) et les forces spéciales sur les éléments pré-positionnés<sup>29</sup>. Cela ne devrait pas rassurer ceux qui attendent de Paris qu'il mène des missions de paix dans ses ex-colonies. Pour ce qui est des Opex, je me contenterai de rappeler les tirs de la Force Licorne sur une foule désarmée, qui auraient fait une soixantaine de morts et plus d'un millier de blessés, le 9 novembre 2004, à Abidjan<sup>30</sup>. De son côté, le Commandement des forces spéciales (COS) porte un lourd héritage : créé en 1992, au lendemain la première guerre du Golfe, il visait à réunir, sous l'autorité discrétionnaire du Président de la République et du chef d'Etat-major des armées (CEMA), des éléments d'élite issus des troupes coloniales<sup>31</sup> (RPIMa, Légion, DGSE). La première mission de son commandant actuel, Grégoire de Saint-Quentin<sup>32</sup> a consisté à entraîner un bataillon paras-commando rwandais qui jouera un rôle clé dans le génocide des Tutsis, en 1994 ; devenu par la suite lieutenant-colonel d'état-major, cet officier sera promu chef de corps du 1<sup>er</sup> RPIMa en 2006, général de brigade au Sénégal en 2011, puis commandant opérationnel de l'opération Serval au Mali en 2013, avant de remplacer, il y a quelques mois, le général Gomart à la tête du COS, dans la perspective de son renforcement imminent.

Ceci dit, il serait erroné de penser que les dernières interventions françaises en Afrique ne font que répéter le scénario éprouvé d'une cinquantaine d'opérations antérieures, apparemment du même type, depuis les années 1960. Il faut au contraire prendre au sérieux les prétentions du Quai d'Orsay de situer les plus récentes d'entre elles dans le cadre d'un mandat onusien, soutenu par ses alliés européens et les Etats-Unis. D'abord parce que Paris est bien conscient que « la stabilisation de la situation au Sahel ou en Centrafrique, comme au Kivu, dépend avant tout des Etats de la région »<sup>33</sup>, que cette tâche est trop lourde pour la France, et qu'elle n'en détient pas seule les clés politiques. Mais aussi, parce que le renforcement de la collaboration française avec l'UA et les organisations régionales concernées s'inscrit dans la perspective affichée par les puissances occidentales de renforcer les institutions nationales, régionales et continentales de l'Afrique, notamment sur le plan militaire (Opérations de maintien de la paix, Force africaine d'intervention et brigades régionales associées, Capacité africaine de réponse immédiate aux crises<sup>34</sup>, etc.), même si le financement de leurs moyens opérationnels reste largement du ressort de l'ONU, de l'UE et des USA. La caution du Conseil de sécurité, mais surtout le mandat de l'UA et la présence sur le terrain de forces africaines (MINUSMA et MISCA) qui devraient en prendre à terme le relais, ont été politiquement indispensables aux opérations Serval ou Sangaris, parce qu'elles permettaient « d'afficher aux yeux des opinions publiques africaine et française le sens africain de la présence militaire française sur le continent »<sup>35</sup>.

Paris fait effectivement tout pour éviter de ressusciter l'image d'une France « gendarme de l'Afrique », en particulier dans un contexte où les pays émergents peuvent tirer parti de leur passé non colonial<sup>36</sup>. Selon les rapporteurs du Sénat, c'était bien ce risque qui retenait encore la France « d'intervenir unilatéralement en Centrafrique », en octobre dernier ; en effet, « les thématiques du legs colonial, de l'anti-impérialisme et de la souveraineté aliénée » reviennent aujourd'hui en force « dans les relations avec l'Afrique, notamment avec l'Afrique du Sud »<sup>37</sup>. Les nouveaux stratèges de l'impérialisme français lorgnent ainsi avec gourmandise les parts de marché gagnées par les entreprises allemandes au pays de Nelson Mandela en

jouant sur les liens historiques de la Fondation Ebert avec les milieux proches de l'ANC<sup>38</sup>. Robert Hue, ex n°1 du PCF, récemment rallié au centre-gauche, est-il candidat à jouer un rôle analogue en France, comme président du Groupe d'amitié interparlementaire avec l'Afrique du Sud ? N'est-ce pas à ce titre qu'il a participé activement à la rédaction du volumineux rapport du Sénat d'octobre 2013 « pour relancer les relations de la France avec les pays africains fondées sur des intérêts communs dans un partenariat rénové » ? Ceci dit, cet effort n'a jusqu'ici pas pleinement porté ses fruits, puisque Jacob Zuma a décliné l'invitation au Sommet franco-africain des 6-7 décembre à l'Élysée pour se distancier de l'interventionnisme français en Afrique<sup>39</sup>.

C'est aussi pour faire bloc avec les puissances occidentales contre les pays émergents, dans un cadre qui n'évoque pas toutefois trop directement son passé colonial, que la France apprécie les partenariats militaires avec ses alliés traditionnels, même si ceux-ci ne s'empressent pas de les accepter. Et ce n'est certainement pas le dernier lapsus de Bernard Kouchner qui va les conduire à changer d'avis : questionné, le 2 janvier dernier, à propos de l'absence des Anglais aux côtés de la France en RCA, il a lancé sur les ondes de BFMTV : « ce qui aurait été bien, c'est qu'ils viennent avec nous en Françafrique » (sic). Et c'est bien là que le bât blesse : sans autre précaution, le Rapport Védrine regrette en effet l'aptitude insuffisante de la diplomatie tricolore à « obtenir des marchés en retour de ses investissements militaires »<sup>40</sup>.

### **Sidération humanitaire de la gauche**

Rappelons qu'en 1952, aux yeux d'Alfred Sauvy, qui venait de forger ce néologisme, le « tiers-monde » était bien le « tiers-état » du monde, menaçant d'une révolution violente l'ordre productiviste sur lequel régnaient tant « la noblesse capitaliste » que « le clergé communiste », « chacun dans sa vallée ». L'anti-impérialisme, matrice internationale de la gauche radicale des « années Vietnam », avait encore radicalisé cette perception, puisque les combattants du « tiers-monde » incarnaient désormais les gros bataillons des « damnés de la terre », enfin debout, d'Asie en Amérique latine, en passant par l'Afrique, face à l'impérialisme US et à ses alliés. Depuis la fin des années 1970, cependant, les luttes du « tiers-monde » ont commencé à perdre de leur capacité de séduction aux yeux d'une partie croissante de la gauche occidentale, tandis que les premières révélations crédibles filtraient sur l'ampleur du génocide perpétré par les Khmers rouges au Cambodge, et que la révolution populaire iranienne tombait sous la férule des mollahs. Évidemment, les militants issus des courants politiques les plus acritiques envers les directions des mouvements de libération du tiers-monde ont été les premiers ébranlés.

Pour eux, les peuples du « Sud » n'avaient plus rien à dire d'intelligible, raison pour laquelle ils vont de plus en plus les considérer comme des « victimes impuissantes et silencieuses » de catastrophes naturelles, de guerres ou de fanatismes décontextualisés. Et dès lors qu'on ne leur faisait plus confiance pour défendre leurs droits et proposer des solutions collectives à leurs problèmes, il ne restait plus qu'à les « assister » dans l'urgence. La société du spectacle va se charger du reste : « le pathos de la crise focalise l'attention sur les effets immédiats de celle-ci, interdisant toute analyse des processus qui l'ont produite » ; et l'émotion que suscite la vue de la souffrance commande l'action : ce seront les « commandos de blouses blanches », que suivront les parachutistes, pour sécuriser les zones d'intervention<sup>41</sup>. Dès 1979, Bernard Henri-Lévy, dont l'énorme fortune est issue de l'exploitation des forêts équatoriales africaines<sup>42</sup>, fonde avec d'autres L'Action contre la faim ; en 1983, Pascal Bruckner publie *Le Sanglot de l'homme blanc*, où il vitupère la mauvaise conscience tiers-mondiste de l'Occident, tandis qu'André Glucksmann, Bernard Kouchner, et Yves Montand défendent publiquement le durcissement de l'engagement français au Tchad, décidé au mois d'août par François Mitterrand. Cette volte-face politique a été saisie sur le vif par Guy Hocquenghem dans sa *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary* (Albin Michel, 1986 ; rééd., Agone 2003).

Trente ans plus tard, l'artiste irlandais Bob Geldof, qui avait mobilisé ses camarades contre la famine de 1984 en Éthiopie, inspirant le tube *We Are the World*, gère un fond d'investissement en Afrique<sup>43</sup>. A force d'avoir été répété, le processus est parfaitement rodé. Et tandis qu'un second président socialiste envoie lui aussi des troupes en Afrique, d'abord au Mali, « contre le djihadisme », puis en Centrafrique, « afin de

prévenir une situation pré-génocidaire », il se trouve peu de voix au sein de la gauche française pour dénoncer son propre impérialisme, exiger le démantèlement de ses bases militaires et le départ sans délai de ses troupes d'Afrique. Pour s'en rendre compte, il suffit de lire attentivement les communiqués relatifs à l'opération Sangaris. Dans ce concert de voix empruntées, [seul le NPA appelle sans détour au retrait des troupes françaises d'Afrique](#), revendication à laquelle il faudrait au moins ajouter le démantèlement des bases militaires et la dénonciation des accords léonins passés avec les dictatures du pré carré français.

[Le secrétaire national du Parti de gauche, François Delapierre, n'y va pas par quatre chemins](#) : d'une part, il ne conteste pas l'intervention militaire en RCA, « parce qu'elle s'inscrit pleinement dans le cadre du droit international », et que « la situation humanitaire désastreuse en Centrafrique plaide également pour une intervention » ; d'autre part, il défend l'abandon du modèle néolibéral, qui conduirait selon lui à redresser l'agriculture de ce pays, et la sortie du nucléaire, qui permettrait à la France de se passer des gisements d'uranium de ses ex-colonies (pourquoi ne pas conditionner aussi la restitution des gisements de pétrole contrôlés par Total à l'abandon du moteur à explosion ?). Un raisonnement spécieux, puisque les paysans de Centrafrique ne pratiquent guère plus qu'une agriculture de subsistance, sans rapport direct avec le marché mondial, et que l'exploitation de la mine de Bakouma a été actuellement suspendue. A quoi peuvent servir de telles circonvolutions, si ce n'est à valider une opération militaire néocoloniale sans avoir l'air d'y toucher. Quant au PCF, sa résolution du 10 décembre émet certes une série de critiques envers l'attitude de Paris, sans pour autant condamner explicitement l'envoi de troupes, ce que ses élus ne feront pas non plus au Parlement.

Au sein du Front de gauche, [la Gauche anticapitaliste a défendu une position propagandiste plus articulée](#). Après avoir refusé l'intervention militaire en RCA et exigé « la fin du rapport de domination de la France sur ses anciennes colonies » – un objectif qui mériterait d'être décliné plus précisément – elle ajoute : « Pour faire face à la catastrophe humanitaire qui est en route, pour protéger la population des exactions et des massacres, il faut une force de paix et d'interposition internationale, sous mandat de l'ONU, de l'Union africaine, mais sans l'ancienne puissance coloniale ». Ce faisant, ne sous-estime-t-elle pas les limites de tout mandat de l'ONU, décidé *de facto* par son Conseil de sécurité<sup>44</sup> ? Par ailleurs, un engagement conjoint de l'Union africaine permet-il d'éviter tout travers néocolonial ? Pas vraiment, dans la mesure où celle-ci reçoit les neuf dixièmes de son budget des grandes puissances et sous-traite les opérations qu'elle approuve aux dictateurs de la sous-région concernée, contre garantie d'un financement occidental... De plus, dans le cas d'espèce, le principal Etat de l'UA, l'Afrique du Sud, peut-être en échange de compensations minières, assistait unilatéralement François Bozizé depuis plusieurs années, en encadrant sa Garde prétorienne – l'une des forces les plus redoutées des Centrafricains – avec une trentaine d'instructeurs<sup>45</sup>. Quelle portée réelle faut-il donner enfin à l'exclusion de « l'ancienne puissance coloniale » d'un tel dispositif ? Car en effet, s'il fallait confier la responsabilité de cette « force de paix » à un autre mentor, ce serait inévitablement aux Etats-Unis ou à l'Angleterre, qui n'y songent guère et disposent eux aussi d'importants intérêts dans la région.

### **Périls de la « nouvelle mêlée pour l'Afrique »**

Que faut-il donc faire ? Tout d'abord, prendre acte du fait que la position de la gauche radicale française ou occidentale ne peut avoir aujourd'hui qu'un caractère propagandiste, et qu'elle n'est malheureusement pas en mesure de sauver des vies humaines dans la crise en cours. Ensuite, comprendre que nous sommes d'autant plus « désarmés », que nous héritons d'un mouvement ouvrier européen qui a largement capitulé devant la transformation du Bassin du Congo en gigantesque camp de travail, et cela durant trois quarts de siècle de colonisation, que vont prolonger dans une large mesure plusieurs décennies de domination néocoloniale. L'opération Sangaris devrait inciter à relire le témoignage d'Albert Londres sur la construction du Chemin de fer Congo-Océan (1921-1934), bâti par la Société de construction des Batignolles du radical-socialiste Jean-Victor Augagneur, pour laquelle « le nègre remplaçait la machine, le camion, la grue ; pourquoi pas l'explosif aussi ? », et qui coûta quelque vingt mille morts<sup>46</sup>. Elle devrait surtout nous amener à rendre hommage au soulèvement paysan généralisé de 1928-1932 contre les impôts et le travail forcé,



parti de l'Ouest centrafricain, dont la répression coloniale fit à nouveau des milliers de victimes<sup>47</sup>.

Le rappel de cette histoire est d'autant plus essentiel, que nous sommes au seuil d'une seconde « mêlée pour l'Afrique » (*Scramble for Africa*) (après celle de la fin du 19<sup>e</sup> siècle). En effet, en dépit des discours euphoriques des investisseurs sur l'avènement d'un siècle africain, l'impact social et environnemental de cette chasse aux trésors pourrait préparer de nouvelles catastrophes aux proportions inouïes. Dans les limites de cette contribution, je me contenterai d'en mentionner ici les principaux contours :

1. Une croissance dépendante, totalement subordonnée aux investissements étrangers et aux cours mondiaux<sup>48</sup>, portée par l'exportation de matières premières et de ressources énergétiques, mais aussi par le bradage des terres arables et du potentiel hydroélectrique du continent. Si l'Afrique reste certes fortement exposée à la volatilité des prix des produits bruts, il est peu probable que la tendance à l'amélioration des termes de l'échange s'inverse rapidement, comme dans les années 1980 et 1990, compte tenu de la raréfaction des ressources énergétiques et minérales à l'échelle mondiale et de la proportion encore importante de gisements non encore exploités, ni même recensés, du continent. En même temps, ce modèle « extractiviste » brutal, dont les profits sont très inégalement répartis, provoque aussi un accroissement exponentiel de la pollution de l'air, des sols et des eaux, aux incidences sanitaires désastreuses.
2. Une accumulation prédatrice, non seulement au profit des bourgeoisies impérialistes, mais aussi de leurs homologues africains, que de telles opportunités d'enrichissement amènent à se disputer par tous les moyens le partage d'une rente croissante. [Jean Nanga](#) souligne que certaines de ses fractions n'hésitent pas à recourir à une violence prédatrice, mobilisant pour cela les rivalités nationales, régionales ethniques ou religieuses, pour arriver à leurs fins. Il faut chercher là le moteur des conflits intérieurs ivoirien ou mozambicain, mais aussi celui de plusieurs foyers de guerre transnationaux d'Afrique centrale, auto-entretenus par l'exploitation frauduleuse de ressources naturelles, de concert avec de puissants intérêts internationaux. Cela peut se faire à petite échelle en RCA, par la contrebande du diamant, de l'or et de l'ivoire<sup>49</sup>, mais aussi à grande échelle, en RDC, où différentes forces militaires, adossées notamment aux cliques capitalistes des pays voisins (Ouganda, Rwanda, Burundi, etc.), accumulent des fortunes en vendant du coltan aux grandes multinationales du secteur des technologies de l'information et des communications (TIC).
3. Une accentuation brutale du développement inégal, qui plonge 17 pays (Grands lacs, nord du Nigéria, RDC, Sahel, etc.) dans un état de décomposition sociale et politique avancé. Dans ces régions peuplées de 200 millions d'habitants, 8 personnes sur 10 s'efforcent de survivre de l'agriculture de subsistance, et 5 sur 10 doivent se contenter de moins de 1,25 USD par jour. En même temps, à l'échelle du continent, le nombre absolu de pauvres continue à croître (près de 400 millions d'Africains vivent avec moins de 1,25 USD par hab.) et donc la malnutrition, la morbidité et la mortalité. Des pays à forte croissance, comme l'Angola ou le Nigeria se distinguent d'ailleurs particulièrement en la matière. Ainsi les indices de développement humain ajusté aux inégalités (IDHI) décrochent plus que partout ailleurs des IDH globaux, et « les objectifs du millénaire » ne seront de loin pas atteints.
4. Une démographie galopante – d'ici 25 ans, le Tchad, le Mali, le Niger et le Burkina Faso devraient passer de 57 à 160 millions d'habitants –, qui exerce une pression croissante sur les terres arables et suscite une tension accrue entre cultivateurs et éleveurs. Celle-ci peut prendre les apparences d'un « conflit ethnique », comme celui qui oppose les pasteurs semi-nomades Gabra aux paysans Borana du Nord-Kenya. De même, l'urbanisation galopante pose des problèmes aigus de logement et d'hygiène : plus de 60% des « citadins » vivent dans des slums, 80% n'ont pas accès à l'eau potable et 90% ne sont pas raccordés à des égouts. Selon la BAD, les capacités d'investissement des collectivités publiques sont plus de dix fois inférieures au minimum requis pour répondre aux besoins de base des 760 millions d'urbains attendus à l'horizon 2030.

5. Une hausse massive du sous-emploi, en particulier des jeunes. Dans les 15 ans à venir, « 330 millions de jeunes Africains arriveront sur le marché du travail (...). C'est la population actuelle des Etats-Unis »<sup>50</sup>. Le total des actifs devrait ainsi dépasser le milliard en 2040. En même temps, l'emploi formel demeure très minoritaire, en particulier parmi les jeunes, dont 60% sont au chômage et près des trois quarts vivent avec moins de 2 USD par jour. Dans de telles conditions, la démographie africaine peut virer au cauchemar, avec des masses de jeunes analphabètes, campés dans des bidonvilles insalubres, captés par les fondamentalismes religieux (musulman ou pentecôtiste), et/ou enrôlés dans les différents mouvements armés des pays en crise (enfants soldats, etc.).
6. Une pression migratoire accrue, en majorité intra-africaine qui, compte tenu de la rareté des ressources disponibles, a de grandes chances de provoquer des flambées de violence à l'égard des « étrangers », comme cela a déjà été le cas, par exemple, en 2008, en Côte d'Ivoire et en Afrique du Sud, mais aussi ces derniers mois, en RCA. Elle devrait aussi se traduire par une hausse des flux de migrants vers l'Europe, le Etats-Unis, les pays du Golfe, etc., mais aussi des tragédies humaines liées à l'immigration clandestine (traite, naufrages, camps de détention, violences racistes, surexploitation, prostitution, etc.).
7. Une incidence particulièrement dramatique du réchauffement climatique. La baisse et l'irrégularité croissante de la pluviométrie ne peuvent qu'entraîner une réduction des surfaces cultivables (-35% avec 4° de plus) et une diminution des rendements agricoles (-26% dans les régions sahéliennes d'ici 2060) – l'impact de ces phénomènes provoque déjà une aggravation de la malnutrition au Niger. Selon le GIEC, 600 millions de personnes supplémentaires pourraient être exposées à la famine d'ici 2080, en grande partie en Afrique subsaharienne. Enfin, 250 millions d'Africains sont établis le long de côtes menacées par l'élévation du niveau des océans (entre Abidjan et Lagos, 25 millions de personnes vivent en-dessous du niveau de la mer, protégés par une dune de plus en plus menacée). Encore selon le GIEC, à l'horizon 2050, la majorité des 50 millions à 1 milliard de réfugiés climatiques devraient être en majorité africains. Enfin, les barrages du continent vont présenter d'importantes surcapacités, comme c'est déjà le cas au Kenya.
8. Une pénurie d'eau, liée au réchauffement climatique, à la désertification, à la surexploitation des ressources disponibles (irrigation), à la déforestation et à une grande fragilité des nappes phréatiques. Ainsi, si l'Afrique couvre 22% des terres émergées, elle ne disposerait que de 9% des réserves d'eau renouvelables. A l'horizon 2020, toujours selon le GIEC, 75 à 250 millions d'Africains devraient être soumis à un stress hydrique accru. Si l'on considère la région du Sahel, particulièrement menacée, la surface du lac Tchad a déjà diminué de 90% depuis 1960. Dans de telles conditions, le partage de l'eau va devenir une question politique brûlante<sup>51</sup>.
9. Une déforestation accélérée – 4 millions d'hectares entre 2000 et 2010, soit près du tiers du déboisement mondial selon la FAO –, qui diminue la pluviométrie, augmente le ruissellement et l'érosion des sols, favorise les inondations et les glissements de terrain, perturbe le cycle de l'eau (les racines des arbres facilitant l'infiltration et le stockage des pluies dans le sous-sol), aggrave la pollution des rivières (réduction du filtrage et de la fixation des toxiques), réduit la biodiversité (destruction de nombreux écosystèmes, baisse du degré d'hygrométrie ambiante) et accélère le réchauffement climatique (contribution de 20% à l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre).
10. Un effondrement des ressources halieutiques, dans un contexte où la pêche artisanale fait l'objet d'une concurrence de plus en plus brutale de la part des grandes nations industrielles. En effet, les Etats africains manquent cruellement de moyens politiques et techniques (avions, bateaux, etc.) pour s'opposer à l'exploitation illégale de leurs eaux territoriales. Et comme si cela ne suffisait pas, l'Europe rejette de plus en plus de déchets toxiques au large des côtes africaines. Ce sont d'ailleurs ces développements qui expliquent en grande partie l'essor de la piraterie, en particulier au large de la Somalie, mais aussi le soutien dont elle jouit parmi les populations côtières. Enfin, cette menace justifie à son tour le contrôle militaire accru de ces routes maritimes par les Occidentaux.

## Nouveau potentiel de résistance ?

L'Afrique est-elle livrée pieds et poings liés à cette nouvelle offensive impérialiste ? C'est ce que conduit souvent à penser une vision misérabiliste du continent. Certains défendent aujourd'hui que les sociétés africaines ont été à tel point exploitées et brutalisées, que les ressorts internes de leur résistance ont été brisés, et qu'elles ne disposent plus des capacités nécessaires pour faire front, une posture qui est l'exacte image inversée du tiers-mondisme des années 60-70, qui attendait des luttes asymétriques des peuples du Sud la rédemption du socialisme occidental. La réalité est sans doute plus complexe, pour les trois raisons suivantes :

1) La croissance durable du continent, même si elle est fortement polarisée et inégale au triple plan régional, social, et ville-campagne, suscite un important essor des relations marchandes, du salariat, et donc de la polarisation de classe. Qu'ils soient dus à l'épuisement des opportunités rentables, à un minimum de prudence de ceux d'en haut ou à la sourde résistance de ceux d'en bas, on observe cependant un ralentissement des privatisations<sup>52</sup>, certaines hausses de salaires, notamment dans la fonction publique<sup>53</sup>, le maintien de subventions, certes résiduelles, aux produits de base, de même qu'une nouvelle dynamique d'endettement, notamment à l'égard de la Chine<sup>54</sup>, etc. Certains observateurs estiment aujourd'hui que les Programmes d'ajustement structurels (PAS) ont été trop loin dans le démantèlement des emplois à caractère social. Dans tous les cas, le Rapport Védrine constate un « accroissement de la protestation publique », même s'il préfère y voir un signe des progrès d'une « culture démocratique »<sup>55</sup>.

La fédération nationale des métallurgistes d'Afrique du Sud (NUMSA), en pleine croissance, qui revendique aujourd'hui 340 000 membres (pour 50 millions d'habitants.), vient de tenir un congrès extraordinaire pour appeler la confédération des syndicats (COSATU) à rompre avec l'ANC au pouvoir, à dénoncer sa politique néolibérale et la corruption de ses dirigeants, mais aussi à œuvrer à la formation d'un nouveau parti ouvrier de classe qui lutte pour l'abolition du capitalisme. Imaginons un instant, que les quelque 120 000 membres des fédérations CGT et CFDT de la métallurgie française appellent leurs confédérations respectives à dénoncer ensemble la politique de François Hollande, à rompre avec la « gauche de gouvernement » et à travailler à la constitution d'un parti ouvrier anticapitaliste... La comparaison est bien sûr un peu rhétorique, mais ne montre-t-elle pas que le développement inégal et combiné du continent africain peut encore réserver quelques surprises (et peut-être aussi quelques leçons) aux anticapitalistes européens ?

Il est en effet pour le moins unilatéral d'envisager l'évolution des sociétés africaines au prisme d'un modèle hobbesien, où la flambée des inégalités et l'implosion des Etats vont conduire à la généralisation de la guerre de tous contre tous, à l'essor incontrôlable de bandes armées rivales, à la barbarie généralisée sur le modèle de la RDC ou de la RCA, qui interdirait le développement d'options politiques cohérentes, pour ne pas dire émancipatrices. Ainsi, dans un pays voisin, au Burkina Faso, les mobilisations sociales du 1<sup>er</sup> semestre 2011, après le décès d'un collégien battu à mort par la police, ont montré au contraire une population capable d'agir collectivement de façon solidaire : boycott de la production de coton par les paysans, grèves des mineurs, des enseignants et même des magistrats, incendies de postes de polices, de mairies et de gouvernorats, ouvertures de prisons, mutineries dans l'armée, etc. Elles ont même débouché sur certaines victoires partielles et pourraient conduire ce pays, qui a déjà connu d'importantes luttes étudiantes, mais aussi des résistances à l'introduction des semences génétiquement modifiées ou à la privatisation des chemins de fer, à des évolutions plus importantes sur le moyen terme<sup>56</sup>.

Faute de place, je n'évoquerai pas ici [la relance des luttes syndicales dans l'industrie sucrière mauricienne](#) ; la grève paralysante des salariés du secteur public du Botswana pour des augmentations de salaire (2011) ; les luttes de masse du mouvement ouvrier nigérian, qui a mené plusieurs grèves générales, dont celle de janvier 2012 contre la hausse brutale des prix de l'essence ; les efforts des syndicats du Zimbabwe pour organiser le secteur informel ; les mouvements contre la vie chère dans plusieurs pays, qui ont débouché au Soudan sur la révolte de l'automne dernier, inspirée aussi par les révolutions de la région arabe, ciblant le régime islamiste autoritaire et corrompu d'Omar el-Béchar, réprimée dans le sang, après les dures manifestations du printemps contre la cession de terres agricoles à des investisseurs du Golfe...

2) La moitié de la population africaine a moins de 25 ans. Cela devrait permettre, hasardent les experts du

Sénat français, d'écrire une nouvelle page de ce continent, qui s'émancipe de ses traditions communautaires et cesse de régler ses comptes avec l'histoire coloniale. Par ailleurs, soulignent-ils, l'urbanisation génère des « processus d'individualisation » qui favorisent « de nouveaux comportements économiques » : la nouvelle génération née avec la télévision, internet et le téléphone mobile « ne regardera pas le monde de la même façon ». Richard Benégas (politologue du CERI) va plus loin encore : pour lui, elle « cherche moins à refaire le monde qu'à y trouver sa place (...) Bill Gates exerce sur elle plus de fascination que Che Guevara »<sup>57</sup>.

En revanche, Maurice Enguéléguélé, coordinateur des programmes de l'Institut africain de gouvernance, en tire une conclusion opposée en partant de l'expérience de la région arabe : « L'inversion des pyramides des âges, le fort taux de scolarisation couplé à celui de jeunes diplômés non ou sous-employés et un accroissement des inégalités génèrent des mouvements sociopolitiques ». En effet, le niveau d'éducation moyen a nettement progressé : 42% des 20-24 ans disposent aujourd'hui d'une éducation secondaire ; en 2030, ils devraient être 59% (soit 137 millions, auxquels il faudra ajouter 12 millions de diplômés du tertiaire). Et ceci dans un contexte où le démantèlement du secteur public, imposé par les PAS des années 80-90, a aggravé encore le chômage des jeunes diplômés<sup>58</sup> ? Le mouvement « Y'en a marre ! » (YEM), qui a placé la contestation à l'avant-scène de la scène médiatique sénégalaise, en 2012, est bien le témoin de ces deux évolutions contradictoires. Il incombe à la gauche révolutionnaire de promouvoir la seconde en contribuant à la radicalisation politique de ces mouvements.

3) La nouvelle « mêlée pour l'Afrique » s'explique par des retours sur IDE plus élevés qu'ailleurs (9,3% en 2011, contre 7,2% pour l'ensemble du monde<sup>59</sup>). Pour cette raison, elle débouche sur la rivalité accrue d'un nombre sans cesse croissant d'intérêts extérieurs – les puissances occidentales bien sûr (USA, Canada, France, Angleterre, Allemagne, Italie, Japon, Australie, Israël, Corée...), mais aussi les pays émergents (Chine, Inde, Brésil, Turquie, Pays du Golfe, Malaisie, Russie, etc.). Sans oublier l'Afrique du Nord et l'Afrique du Sud qui exportent et investissent dans le reste du continent. Dans ce contexte concurrentiel de plus en plus tendu, les puissances occidentales, en dépit de leurs propres rivalités, pointent du doigt l'avancée spectaculaire de la Chine, qui remporte un nombre croissant d'appels d'offre, comme le vaste chantier de l'aéroport de Nairobi (où la France a dû s'incliner), la modernisation des télécom d'Ethiopie, le mégaprojet portuaire de Bagamoyo (en Tanzanie), etc. L'empire du milieu est aussi actif dans les médias (journaux, radios, télévisions satellites), ainsi que dans la construction d'écoles et d'hôpitaux (parfois réalisée au titre de dons). Il commence même à délocaliser certaines activités industrielles.

La Chine et les Etats-Unis se livrent un véritable « match stratégique ». La première a offert un bâtiment futuriste de dix-huit étages en verre et acier à l'UA pour son siège d'Addis Abeba, d'une valeur de 200 millions USD, et annonce un plan d'investissement de 20 Md USD pour 2013-15, tandis que les seconds, dans la foulée de la campagne « Doing business in Africa », lancée par Obama en novembre 2012, s'engagent à hauteur de 7 Md USD sur 5 ans, qui devraient attirer 9 Md USD de capitaux privés, pour l'électrification de l'Afrique subsaharienne<sup>60</sup>. Après son échec au Mali, Washington cherche encore un pays pour y établir le commandement de l'AFRICOM (peut-être le Sénégal ?). Les Britanniques sont aussi en passe de remonter en puissance en Afrique : David Cameron a ainsi décidé de désigner des « trade Envoys », investis de larges prérogatives, en Afrique.

Vue d'Afrique, la polarisation de classe croissante, les mutations sociales accélérées et le renforcement de la concurrence inter-impérialiste peuvent ouvrir la porte à des rapports de forces moins dégradés que dans les années 1980-1990, qui permettraient d'exiger une fraction supérieure de la rente et une augmentation de la valeur ajoutée nationale. Mais au profit de qui ? D'un côté, le maintien d'indicateurs macroéconomiques orientés à la hausse, dans un contexte idéologique marqué par l'influence croissante de la Chine, incite certains secteurs des bourgeoisies africaines à lorgner du côté de Pékin et de ses succès économiques, contribuant à mettre en cause le « [dogme du désengagement économique de l'Etat](#) », sans envisager bien au contraire l'abandon d'un modèle productiviste, autoritaire et fortement inégalitaire. En même temps, le continent va au devant d'explosions sociales dont l'issue dépendra des capacités de la gauche politique et syndicale et des mouvements sociaux à défendre une perspective propre, en rupture avec les illusions sociales-libérales, qui tendent vers une rupture avec le capitalisme. De ce point de vue, le foyer de contestation qui ébranle l'Afrique du Nord depuis la fin de l'année 2010, qui ne donne pas de signe

durable d'épuisement, mais aussi la radicalisation politique d'un puissant secteur syndical de classe en Afrique du Sud, sont de bonnes nouvelles.

## Rompre avec le paternalisme néocolonial

De ce côté-ci de la Méditerranée, il n'y aura pas d'avancée de la solidarité internationaliste avec les luttes populaires, les mouvements et les forces politiques qui résistent aux effets sociaux et écologiques de la domination impérialiste en Afrique, sans rupture avec l'histoire de la gauche occidentale, et donc sans retour critique sur les complicités des Lumières européennes avec la traite négrière, mais surtout du mouvement ouvrier avec le colonialisme, le néocolonialisme et les politiques d'immigration racistes qui les accompagnent. On ne rappellera jamais assez, que ni le Front populaire, ni même le Conseil national de la résistance n'avaient inclus dans leur programme l'indépendance des colonies. Ce retour historique n'a rien à voir avec l'expiation d'une soi-disant culpabilité occidentale : le prolétariat occidental et les peuples coloniaux ont en effet les mêmes ennemis.

Pour ne prendre que quelques exemples, rappelons, qu'au 17<sup>e</sup> siècle, les premiers esclaves des plantations d'Amérique du Nord ont été, en plus grand nombre que les Africains, les victimes européennes du traitement pénal de la pauvreté au temps de l'accumulation primitive<sup>61</sup> ; que les officiers versaillais qui massacrèrent plus de 20 000 Communards avaient appris « leur métier » à la tête des « Bat d'Af' » ; que la barbarie nazie a trouvé son inspiration « au cœur des ténèbres » coloniales avant de développer ses politiques génocidaires en Europe orientale et en Russie, comme Simone Weil (la philosophe), Aimé Césaire et Hannah Arendt l'ont montré de façon convaincante ; que l'officier parachutiste Paul Aussaresses, spécialiste de la torture et des escadrons de la mort en Algérie, a transmis son expérience aux spécialistes de Fort Bragg aux USA, qui la mettront en pratique au Vietnam (opération Phoenix), ainsi qu'à ceux du Centre de Manaus (Brésil), qui formera les polices secrètes des dictatures sud-américaines ; que les plans d'ajustement structurels ont été décidés d'abord en Afrique, en Asie et en Amérique latine, dans les années 1980-90, avant d'être « exportés » en Europe du Sud aujourd'hui.

En matière de circulation des pratiques impérialistes entre le Nord et le Sud, l'histoire récente de la France est édifiante. Après la Libération, un certain nombre de cadres de Vichy – de son appareil policier en particulier –, ont été transférés en Afrique pour y poursuivre leurs basses besognes dans la perspective d'une « décolonisation » encadrée. Juste retour des choses, en avril 1961, les chefs de l'armée française d'Algérie, organisés au sein de l'O.A.S., ont tenté un *pronunciamiento* (dixit de Gaulle) contre les autorités politiques de la métropole ; six mois plus tard, le 17 octobre, c'est le préfet de police de Paris, Maurice Papon, criminel de guerre sous l'Occupation, recyclé par le gaullisme, qui a réprimé une manifestation du FLN à Paris, au prix d'au moins plusieurs dizaines de morts. Tout récemment, signe de la continuité de ces liens entre extrême droite et troupes d'Outre-mer, un groupe de parachutistes en opération en RCA a pu arborer un insigne nazi sur l'uniforme sans susciter de réaction de ses supérieurs, avant que le scandale n'éclate publiquement<sup>62</sup>.

Au-delà de ces nécessaires constats, la gauche des pays dominants doit travailler à formuler un programme anti-impérialiste sans ambiguïté, même s'il peut paraître encore largement propagandiste. Dans ce sens, ne devrions-nous pas défendre plus systématiquement que, pour sauver la grande majorité de l'humanité d'une misère croissante, il est urgent de rompre avec le capitalisme ? En effet, la crise actuelle de la mondialisation conjugue au moins quatre dimensions qui nécessitent toutes des réponses d'ensemble : économique d'abord, puisque la suraccumulation relative du capital et sa quête de rentabilité accrue conduit à l'exportation croissante de celui-ci, qui peut aller de pair avec l'acceptation de profits différés dans le temps<sup>63</sup> ; sociale, liée principalement au retour en force de l'accumulation par dépossession, qui favorise l'amplification massive des migrations ; écologique, en raison de l'accélération du réchauffement climatique et de l'aggravation de la pénurie des ressources naturelles, suscitées par l'emballement du modèle productiviste et de sa composante « extractiviste » ; politique enfin, vu la perte de contrôle accélérée de ceux d'en bas et du pouvoir accru de ceux d'en haut sur les grands choix économiques et sociaux de la planète, mais aussi de la rivalité croissante de ces derniers, qui peut attiser

des conflits politiques, voire même militaires.

Comment développer des réponses de classe à ces quatre dimensions de la crise, en montrant bien que les intérêts de l'écrasante majorité de l'humanité – indispensables aussi au maintien de formes de vie évoluées – sont antagoniques à ceux des classes dominantes, et ceci à l'échelle planétaire ? Un tel programme n'est pas concevable sans la mise en cause de la propriété privée des grands moyens de production (ressources naturelles et équipements), de distribution et de crédit, surtout parce qu'elle autorise une petite minorité à décider de façon discrétionnaire de leur mise en œuvre. Voilà la raison essentielle pour laquelle les peuples du monde ont un intérêt partagé à rompre avec le capitalisme et la domination impérialiste qu'elle nourrit. Cette réflexion n'est certes pas nouvelle, raison de plus de s'étonner qu'elle ne soit pas invoquée plus souvent dans les débats actuels sur le néocolonialisme et le développement inégal, alors qu'elle connaît depuis peu un regain d'audience, à la gauche de l'écologie politique, parmi des auteurs qui ne se réfèrent pas directement à l'écosocialisme<sup>64</sup>. En réalité, l'implosion de l'URSS et la conversion de la Chine au capitalisme sont largement responsables de ce paradoxe.

Par ailleurs, comme plusieurs auteurs marxistes l'ont souligné depuis Rosa Luxemburg, avec l'impérialisme, la généralisation de l'accumulation capitaliste par l'exploitation du travail salarié se combine à l'échelle mondiale avec la poursuite de l'accumulation primitive, notamment par la violence coloniale et néocoloniale. Plus récemment, depuis la seconde moitié des années 1970, la crise du capitalisme « central » a aussi contribué à relancer, sur une échelle plus vaste, ce que David Harvey appelle l'« accumulation par dépossession », aux dépens des petits producteurs-trices, mais aussi des salariés de la « périphérie », en accélérant la privatisation des ressources naturelles (terres, forêts, rivières, eaux côtières, sous-sol, etc.) et des entreprises publiques, notamment en Afrique<sup>65</sup>. Un tel régime d'accumulation a favorisé à son tour une croissance massive des flux migratoires, dans la mesure où il combine le déracinement des peuples vivant de l'agriculture de subsistance et de la petite production marchande, avec leur déplacement accéléré, notamment par la guerre, leur entassement dans de vastes slums et l'embauche d'une fraction de ceux-ci dans des secteurs liés à l'exportation (agriculture, mines, industrie, transports, etc.).

Du point de vue des anti-impérialistes occidentaux, notre solidarité avec ces populations doit commencer par le soutien à leur résistance à l'expropriation, trop souvent liée directement à des intérêts impérialistes (accaparement de terres, projets hydroélectriques, prospection minière, guerres pour les ressources, etc.). Elle doit se poursuivre par la dénonciation de leurs conditions de travail dans des emplois le plus souvent informels, sous-payés et dangereux, pour la production, les services et la vente, souvent au profit d'employeurs étrangers. Bien entendu, l'expropriation de dizaines de millions de petits producteurs africains ne débouche pas sur la création d'un volume d'emplois comparable, même très précaires, ce qui suscite l'explosion du nombre des prolétaires « sans feu ni lieu » qui errent dans les campagnes, offrant leurs services aux réseaux de contrebande, de brigandage ou de lutte armée, qui revêtent parfois les couleurs d'une ethnie ou d'une foi sectaire, ou s'entassent dans les bidonvilles en quête d'un expédient pour survivre. La migration d'une partie d'entre eux vers un autre pays subsaharien, voire vers l'Afrique du Nord, avec l'espoir de rejoindre l'Europe, les condamne à subir diverses formes de violence, dont une détention prolongée dans des pays riverains de la Méditerranée, le plus souvent commanditée par l'UE, qui méritent d'être activement dénoncées.

La multiplication des tragédies qui frappent les clandestins, notamment au large de Lampedusa, est la conséquence directe des mesures prises par des institutions comme Frontex, mais aussi des lois de plus en plus restrictives adoptées par les Etats européens, avec la caution des partis de gauche. C'est pourquoi, les prises de position en bout de chaîne contre les conséquences les plus abjectes de politiques anti-migratoires inhumaines, alors qu'on en encourage le développement en défendant l'inviolabilité de la forteresse Europe, sont au mieux inefficaces. La criminalisation des migrants, que justifient l'obsession sécuritaire et le racisme, est en effet la forme principale que prend aujourd'hui la guerre contre « la plaie des gueux », caractéristique des 16<sup>e</sup>-18<sup>e</sup> siècles, mais aussi des périodes de chômage massif en Europe, depuis le 19<sup>e</sup> siècle. Ce n'est qu'en soutenant le combat des migrants contre leur internement arbitraire et leur expulsion, mais aussi contre les humiliations et le travail esclavagiste auquel ils-elles sont souvent astreints, pour le respect de leurs droits, qu'on favorisera leur association aux collectifs syndicaux et aux

mouvements sociaux qui luttent contre le démantèlement des services publics et des prestations sociales, mais aussi contre la spéculation foncière et l'exploitation du travail dans les pays du Nord. Refuser d'en faire une priorité, c'est tourner le dos à la centralité de la lutte anti-impérialiste pour la reconstruction d'une conscience de classe prolétarienne dans les pays dominants.

En conclusion, cet article part du constat qu'il est vain de distinguer les intérêts économiques des grands groupes privés de la politique de puissance de l'Etat français en Afrique. En effet, dans un contexte où la compétition ne cesse de se durcir entre exportateurs et investisseurs du monde entier, il est clair que Paris s'efforce de jouer une carte plus offensive en mobilisant l'ensemble de ses atouts traditionnels sur ce continent. Ainsi, de chasse gardée en déclin ayant servi trop souvent de béquille à des capitaux peu compétitifs, la Françafrique devrait se transformer en base arrière des sociétés du CAC 40 pour la conquête de nouvelles parts de marché dans les régions « anglophone » et « lusophone » du continent. Il ne s'agit donc pas de tourner le dos à la zone CFA, mais d'en réinvestir les rentes préférentielles en faveur d'une logique d'expansion. Dans cette optique, la capacité d'intervention de l'armée française dans son ancien empire doit être considérée comme un atout politique significatif, qui peut même donner droit à des retours économiques appréciables, à condition de la mettre en œuvre prudemment, dans un cadre international concerté, notamment avec le Conseil de sécurité de l'ONU, les Etats-Unis, l'UE, l'UA et les autorités de la région et du pays concernés.

Ce que j'ai appelé « la sidération humanitaire » de la gauche française l'empêche de voir à quel point « la sécurisation des Etats fragiles » est devenue aujourd'hui l'une des tâches stratégiques de l'impérialisme, au moment où il joue à nouveau des coudes pour saigner l'Afrique à blanc. Après tout, la colonisation de la fin du 19<sup>e</sup> siècle n'avait-elle pas aussi pour but déclaré de doter « le continent noir » d'un ordre politique stable, « favorable à la sécurité des affaires », fondé sur l'exploitation sans frein des ressources du continent ? De la même façon, loin de sauver des vies humaines menacées par l'effondrement des pouvoirs publics, les opérations de police à grande échelle, menées ou commanditées actuellement par les puissances occidentales, ne font donc que préparer le terrain à une exploitation plus implacable du continent, dont les conséquences humaines et écologiques pourraient s'avérer plus meurtrières encore que celles de la précédente « mêlée pour l'Afrique ».

Jean Batou

»» <http://www.contretemps.eu/interventions/afrique-red%C3%A9ploiement-imp...>

- 1. Claude Gabriel, « Centrafrique, un domino de plus », *Europe solidaire sans frontières (ESSF)*, 12 décembre 2013.
- 2. En Afrique, le FMI distingue quatre catégories d'Etats : pétroliers (Cameroun, Tchad, Congo, Gabon), à revenu intermédiaire (Sénégal), à revenu faible (Bénin, Burkina, Madagascar, Mali, Niger), et fragiles (RCA, Côte d'Ivoire, Guinée, RDC, Togo), pour ne citer que les pays « francophones ». Voir aussi Colette Braekman, « La Centrafrique en quelques questions », *Le Soir*, 28 déc. 2013.
- 3. Jeanny Lorgeoux et al., *Sur la présence de la France dans une Afrique convoitée*, Rapport d'un groupe de travail de la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, n° 103, 29 octobre 2013, p. 481.
- 4. Julliard & H. Liffan, « Balkany, le conseiller Afrique (au noir) de l'Elysée », *Le Canard enchaîné*, 3 févr. 2010.
- 5. Le Rapport Védrine fait appel à ce terme en le conjuguant abusivement au passé (Hubert Védrine et al., *Un partenariat pour l'avenir : 15 propositions pour une nouvelle dynamique économique entre l'Afrique et la France*, Rapport au ministère de l'Economie et des Finances, déc. 2013, p. 16).
- 6. Cette Commission a notamment commandité aussi le rapport du Groupe de travail Sahel, de Jean-Pierre Chevènement et al., du 3 juillet 2013, 193 p.
- 7. Védrine et al., *Un partenariat...*, pp. 18-19.

- 8. Crédit Suisse, *Africa : The Commodity Warrant*, New Perspectives Series, 14 avril 2008, 108 p., rendu public par WikiLeaks ([www.wikileaks.org/wiki/](http://www.wikileaks.org/wiki/)).
- 9. Védrine et al., *Un partenariat...*, p. 84.
- 10. En 2015, l'Afrique devrait produire 78% du platine, 60% du cobalt, 57% du manganèse et des diamants, 34% du palladium, 22% de l'or et de l'uranium, 15% de la bauxite, 9% du cuivre et 7% du zinc (Crédit Suisse, *Africa...*, p. 41). Elle disposerait de 89% des réserves de platine connues, 81% pour le chrome, 61% pour le manganèse et 60% pour le cobalt (Jeanny Lorgeoux et al., *Sur la présence...*, p. 57).
- 11. Pour les terres arables, voir Crédit Suisse, *Africa...*, p. 69.
- 12. UNCTAD, *World Investment Report 2013*, p. xvii.
- 13. Védrine et al., *Un partenariat...*, p. 23 ; Jeanny Lorgeoux et al., *Sur la présence...*, p. 31.
- 14. Cette contre-performance commerciale relative n'a pas empêché le doublement des exportations françaises en Afrique subsaharienne, de 2000-02 à 2009-11.
- 15. Védrine et al., *Un partenariat...*, p. 63.
- 16. Pour ne citer que les exemples les plus significatifs, les groupes Areva, BNP-Paribas, Bouygues, Eiffage, Eramet, Orange, Ponticelli Frères, Société Générale, Vinci, etc., sont fortement implantés dans la zone CFA.
- 17. Alstom, Bolloré, BRL Ingénierie, Lafarge, L'Oréal, Sanofi, Schneider Electric, Technip, Thalès, Total sont fortement implantés hors de la zone CFA (Védrine et al., *Un partenariat...*, p. 69).
- 18. Mes calculs d'après Védrine et al, *Un partenariat...*, p. 60.
- 19. Védrine et al., *Un partenariat...*, p. 139.
- 20. Dans le cadre des renégociations en cours, « plusieurs ONG – dont Oxfam, appuyée par son partenaire local, le Réseau des organisations pour la transparence et l'analyse budgétaire (Rotab) – soupçonnent le président [nigérien] Mahamadou Issoufou, ex-secrétaire général de la Société des mines du Niger (Somaïr), l'une des filiales locales d'Areva, de trop ménager le groupe français » (*La Lettre du Continent*, n° 673, 31 déc. 2013).
- 21. Védrine et al., *Un partenariat...*, pp. 128 & 144.
- 22. La continuité du sigle CFA, du « Franc des colonies françaises d'Afrique » (1945) au « Franc de la communauté financière d'Afrique » (en Afrique de l'Ouest) ou au « Franc de la coopération financière en Afrique centrale » (en Afrique équatoriale), après les indépendances, en passant par le « Franc de la Communauté française d'Afrique (1958), en dit long sur le statut postcolonial de cette monnaie. Piloté par la Banque de France et le Ministère de l'économie et des finances de l'ex-métropole, les réunions des ministres des Finances de la zone se tiennent deux fois par an, alternativement à Paris et en Afrique.
- 23. De même, l'existence d'un dense réseau bancaire français dans la sous-région « constitue une bonne garantie contre les risques politiques » : ainsi, lorsque la filiale de la Société Générale a été nationalisée en Côte d'Ivoire (2011), l'ouverture de comptes dans les filiales des pays voisins ou en France a été immédiatement proposée à « certains de ses grands clients » (Védrine et al., *Un partenariat...*, p. 72).
- 24. Védrine et al., *Un partenariat...*, p. 65.
- 25. La France compte 800 000 immigrés d'Afrique subsaharienne, dont 100 000 Maliens.
- 26. En avril 2013, ces beaux discours n'ont pas empêché la France de refuser un visa à la militante altermondialiste Aminata Traoré, invitée à Paris par le NPA, en raison de ses critiques de l'opération Serval. Cette interdiction a même été étendue à tout l'espace Schengen.
- 27. Védrine et al., *Un partenariat...*, pp. 21 & 138-9.
- 28. Védrine et al., *Un partenariat...*, p. 76 ; Jeanny Lorgeoux et al., *Sur la présence...*, p. 350.



- 29. R. Granvaud, *Survie.org*, 1er août & 13 nov. 2013.
- 30. « La FIDH et la LDH demandent au Parlement français d'ouvrir une commission d'enquête sur la répression des manifestations du 9 novembre en Côte d'Ivoire », 30 nov. 2004 (<http://www.fidh.org>, consulté le 10 janvier 2012).
- 31. Pour un historique édifiant des faits d'arme d'un commando marine du COS qui a participé à nombre d'opérations coloniales et néocoloniales depuis sa création, en 1947, voir : « Force spéciales : le GCOS chez les marins de Lorient ! » ([www.veterans-jobs-center.com](http://www.veterans-jobs-center.com), consulté le 10 janv. 2014).
- 32. Son père, Renaud de Saint-Quentin, né au Maroc, ex-PDG de GEFCO (une filiale de PSA), a été officier de carrière dans l'aviation, en Indochine, à Suez et en Algérie.
- 33. Jeanny Lorgeoux et al., *Sur la présence...*, p. 338.
- 34. La Force africaine d'intervention ne devrait pas être opérationnelle avant 2015, c'est pourquoi le dernier sommet de l'UA a décidé de développer plus rapidement une Capacité africaine de réponses immédiate aux crises (CARIC). Pour un point de vue sceptique sur ces développements, voir M. Plaut, « African Union Missing in Action », *The Guardian*, 6 janv. 2014.
- 35. Jeanny Lorgeoux et al., *Sur la présence...*, p. 12.
- 36. Le fameux livre de l'historien guyanais Walter Rodney, *Et l'Europe sous-développa l'Afrique*, Paris, éd. Caribéennes, 1972, va ainsi être traduit sous peu en chinois (*Pambazuka News*, n° 660, 8 janv. 2014)
- 37. Jeanny Lorgeoux et al., *Sur la présence...*, p. 353.
- 38. Védrine et al., *Un partenariat...*, pp. 151-52.
- 39. *Afroconcept News*, 26 nov. 2013 ([www.afroconceptnews.com](http://www.afroconceptnews.com)) ; Michel Galy, *Le Monde*, 4 déc. 2013.
- 40. Védrine et al., *Un partenariat...*, p. 80.
- 41. Kristin Ross, *May '68 and its Afterlives*, Chicago, University of Chicago Press, 2002, pp. 167-69.
- 42. En 1998, trois ans après la mort de son père, il vendra la Becob, dont il contrôle 65% du capital, à François Pinault, qui cèdera par la suite ce secteur d'activités à la britannique Wolseley (Nicolas Beau & Olivier Toscer, *Une imposture française*, Paris, Les Arènes, 2006).
- 43. Isabelle Chaperon, *Le Monde*, 6 sept. 2013.
- 44. Lénine traitait la SDN, d'« association de forbans » (*Œuvres*, Paris & Moscou, Ed. Sociales et Ed. en langues étrangères, t. 31, p. 335). Comment aurait-il qualifié le Conseil de sécurité de l'ONU ?
- 45. Vincent Munié, « Une coopération militaire multiforme et contestée. En Centrafrique, stratégie française et enjeux régionaux », *Le Monde Diplomatique*, février 2008.
- 46. Albert Londres, *Terre d'ébène*, Paris, 1929 (Le Serpent à Plumes, 1998). Voir aussi André Gide, *Voyage au Congo*, Paris, 1927 (Folio-Gallimard, 1995).
- 47. Raphaël Nzabakomada-Yakoma, *L'Afrique centrale insurgée. La guerre du Kongo-wara 1928-1931*, Paris, L'Harmattan, 1986. Martin Thomas, « An Empire in Revolt ? The Rif War, the Syrian Rebellion, Yen Bay and the Kongo Wara », in : *The French Empire Between the Wars : Imperialism, Politics and Society*, Manchester U.P., Manchester, New York (N.Y.), 2005, pp. 211-244.
- 48. Par exemple, un pays comme la Zambie est totalement tributaire des cours mondiaux du cuivre.
- 49. Aujourd'hui, des armes de guerre sont utilisées pour braconner des éléphants, vouant ces animaux à disparaître des forêts d'Afrique centrale d'ici une dizaine d'années (*Le Monde*, 15 mars 2013).
- 50. Bruno Losch, Sandrine Fréguin-Gresh, Eric White, *Structural Transformation and Rural Change Revisited : Challenges for Late Developing Countries in a Globalizing World*, Africa development forum series, Banque mondiale, 2012, p. 2.

- 51. Le barrage de la Renaissance, sur le Nil bleu, en Ethiopie, à la frontière du Soudan, d'une capacité deux fois supérieure à celle d'Assouan, risque d'avoir un impact environnemental catastrophique en aval, sur le Soudan et l'Egypte.
- 52. « Les privatisations des entreprises étatiques se sont progressivement ralenties, peut-être parce que la plupart des entreprises rentables ont été privatisées » (sic !) (Jeanny Lorgeoux et al., *Sur la présence...*, p. 90).
- 53. Il est vrai qu'ils avaient été brutalement réduits par le démantèlement de la réglementation du travail et les dévaluations de la période des PAS.
- 54. Le taux d'endettement du secteur public était passé de 100% en 2001 à 28% en 2008, il est remonté à 42% en 2012 (Jeanny Lorgeoux et al., *Sur la présence...*, p. 89).
- 55. Védrine et al., *Un partenariat...*, p. 25.
- 56. Lila Chouli, *Burkina Faso 2011. Chronique d'un mouvement social*, Tahin Party, Lyon, 2012.
- 57. Jeanny Lorgeoux et al., *Sur la présence...*, pp. 38, 42-44, 46 ; Védrine et al., *Un partenariat...*, p. 38.
- 58. Jeanny Lorgeoux et al., *Sur la présence...*, p. 43.
- 59. Jeanny Lorgeoux et al., *Sur la présence...*, p. 95.
- 60. Védrine et al., *Un partenariat...*, pp. 49-50 ; Jeanny Lorgeoux et al., *Sur la présence...*, p. 26. La société US [General Electric](#) table sur une croissance à deux chiffres de son chiffre d'affaires sur le continent dans la décennie à [venir](#) et muscle son dispositif africain (J.-P. Rémy, *Le Monde*, 1<sup>er</sup> janv. 2013).
- 61. En 1671, la Virginie ne compte que 2000 esclaves noirs contre 6000 détenus blancs, condamnés à un asservissement temporaire.
- 62. *Le Parisien*, 22 déc. 2013.
- 63. Voir le concept d'aménagement spatio-temporel (*spatio-temporal fix*), développé par David Harvey dans *Le nouvel impérialisme*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2010, pp. 142-52.
- 64. Voir par exemple : Hervé Kempf, *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*, Seuil, 2009.
- 65. C'est pourquoi, il est particulièrement important de soutenir aujourd'hui [les journalistes et les titres de presse poursuivis par le groupe Bolloré pour avoir mis en cause son rôle, notamment dans l'accaparement de terres](#)